



Assemblée générale

Distr. limitée
21 mars 2017
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme**Trente-quatrième session**

27 février-24 mars 2017

Point 7 de l'ordre du jour

Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés

Bahreïn^{*}, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Chili^{*}, Cuba, État de Palestine^{*}, Iraq[†], Maldives^{*}, Namibie^{*}, Nicaragua^{*}, Pakistan^{*}, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe^{*} : projet de résolution

34/... La situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits de l'enfant et le Protocole facultatif à la Convention concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et affirmant que ces instruments relatifs aux droits de l'homme, entre autres, sont applicables au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et doivent y être respectés,

Rappelant aussi les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme,

Prenant note des récents rapports du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, et des autres rapports pertinents récemment établis par le Conseil des droits de l'homme,

Regrettant vivement le début de la cinquantième année d'occupation israélienne et soulignant que des efforts s'imposent d'urgence pour inverser les tendances négatives sur le terrain et rouvrir des perspectives politiques afin de faire avancer et d'accélérer des négociations substantielles tendant à parvenir à un accord de paix qui mettra fin définitivement à l'occupation israélienne, qui perdure depuis 1967, et réglera toutes les questions fondamentales relatives au statut définitif, sans exception, pour aboutir à une solution pacifique, juste, durable et globale de la question de Palestine,

* État non membre du Conseil des droits de l'homme.

† Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Conseil de coopération du Golfe.

‡ Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États arabes.

§ Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Organisation de la coopération islamique.



Notant que la Palestine a adhéré à plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme et aux principales conventions relatives au droit humanitaire et a adhéré, le 2 janvier 2015, au Statut de Rome de la Cour pénale internationale,

Déplorant la rétention des recettes fiscales palestiniennes pratiquée actuellement par Israël,

Conscient de la responsabilité qui incombe à la communauté internationale de promouvoir les droits de l'homme et de faire respecter le droit international,

Rappelant l'avis consultatif rendu le 9 juillet 2004 par la Cour internationale de Justice et rappelant également les résolutions ES-10/15 et ES-10/17 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 20 juillet 2004 et du 15 décembre 2006,

Notant en particulier que, dans sa réponse, la Cour a, notamment, estimé que la construction du mur par Israël, Puissance occupante, dans le Territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est, et le régime qui lui est associé étaient contraires au droit international,

Réaffirmant le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition d'un territoire par la force et profondément préoccupé par la fragmentation du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, du fait de l'établissement de colonies de peuplement, de la construction de routes réservées aux colons, du mur et d'autres mesures qui équivalent à une annexion de facto de terres palestiniennes,

Insistant sur le fait que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, est applicable au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et réaffirmant l'obligation qui incombe aux États parties à la quatrième Convention de Genève en vertu des articles 146, 147 et 148 concernant les sanctions pénales, les infractions graves et les responsabilités des Hautes Parties contractantes,

Réaffirmant que tous les États ont le droit et le devoir de prendre des mesures conformes au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire pour s'opposer à des actes de violence meurtrière contre leur population civile afin de protéger la vie de leurs citoyens,

Soulignant qu'il est nécessaire que les accords israélo-palestiniens conclus dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient, y compris les accords de Charm el-Cheikh, soient pleinement respectés et que la Feuille de route établie par le Quatuor pour un règlement permanent du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États soit mise en œuvre,

Soulignant aussi l'importance que revêt l'établissement des responsabilités pour prévenir les conflits et garantir que les violations et les exactions ne restent pas impunies, en contribuant ainsi aux efforts tendant à instaurer la paix et à éviter de nouvelles violations du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme,

Gravement préoccupé par les violations systématiques persistantes des droits de l'homme du peuple palestinien commises par Israël, Puissance occupante, notamment : l'usage excessif de la force et les opérations militaires faisant des morts et des blessés parmi les civils palestiniens, y compris des femmes et des enfants, et parmi les manifestants pacifiques et non violents et les journalistes, notamment avec l'utilisation de balles réelles ; la détention arbitraire de Palestiniens, dont certains sont incarcérés depuis des décennies ; l'application de châtiments collectifs ; le bouclage de certaines zones ; la confiscation de terres ; l'établissement et l'expansion de colonies de peuplement ; la construction dans le Territoire palestinien occupé d'un mur qui s'écarte de la ligne d'armistice de 1949 ; le déplacement forcé de civils, y compris de communautés bédouines ; les politiques et pratiques qui constituent une discrimination à l'égard de la population palestinienne dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et touchent de façon disproportionnée cette population, la répartition discriminatoire des ressources en eau entre les colons israéliens, qui résident illégalement dans le Territoire palestinien occupé, et la population palestinienne dudit Territoire ; la violation du droit fondamental à un logement adéquat, qui est un élément du droit à un niveau de vie suffisant ; la destruction de biens et

d'infrastructures ; et toutes les autres mesures qu'Israël prend pour modifier le statut juridique, le caractère géographique et la composition démographique du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est,

Constate avec une vive préoccupation qu'Israël, Puissance occupante, continue de faire démolir des habitations et des constructions palestiniennes édifiées au titre de l'aide humanitaire, en particulier dans Jérusalem-Est occupée, y compris en tant que châtiment collectif en violation du droit international humanitaire, phénomène dont la fréquence s'est accrue à un rythme sans précédent, ainsi que de révoquer des permis de séjour et d'expulser des habitants palestiniens de la Ville,

Déplorant le conflit survenu à l'intérieur et autour de la bande de Gaza en juillet et août 2014 et les victimes civiles qu'il a faites, y compris les milliers de morts et de blessés palestiniens, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées, la destruction systématique de milliers de logements et d'infrastructures civiles, dont des écoles, des hôpitaux, des réseaux d'assainissement et d'approvisionnement en eau et en électricité, des biens économiques, industriels et agricoles, des institutions publiques, des lieux de culte, ainsi que des écoles et des installations de l'Organisation des Nations Unies, le déplacement de centaines de milliers de civils et toutes les violations du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme,

Gravement préoccupé en particulier par la situation humanitaire alarmante et la précarité de la situation socioéconomique et sécuritaire dans la bande de Gaza, en raison notamment des bouclages prolongés et continuels et des restrictions sévères imposées à l'activité économique et à la circulation, qui constituent de fait un blocus, et en raison des conséquences négatives considérables, et toujours perceptibles, des opérations militaires menées entre décembre 2008 et janvier 2009, en novembre 2012 et en juillet et août 2014, ainsi que par les tirs de roquettes contre le territoire israélien,

Soulignant que la situation dans la bande de Gaza n'est pas tenable et qu'un accord de cessez-le-feu durable doit conduire à une amélioration radicale des conditions de vie du peuple palestinien dans la bande de Gaza, notamment en permettant l'ouverture régulière et durable des points de passage, et assurer la sécurité et le bien-être des civils des deux côtés,

Affirmant qu'il est nécessaire d'aider le Gouvernement palestinien d'union nationale à s'acquitter pleinement de ses responsabilités dans tous les domaines, en Cisjordanie comme dans la bande de Gaza, et à maintenir une présence aux points de passage à Gaza,

Profondément préoccupé par les effets préjudiciables à court et à long terme de ces destructions à grande échelle et des obstacles persistants au processus de reconstruction sur la situation des droits de l'homme et les conditions socioéconomiques et humanitaires de la population civile palestinienne, et engageant la communauté internationale à intensifier ses efforts pour apporter l'assistance dont la bande de Gaza a besoin,

Soulignant qu'il est nécessaire de mettre fin immédiatement au bouclage de la bande de Gaza et d'appliquer intégralement l'Accord réglant les déplacements et le passage et les Principes convenus concernant le passage de Rafah, en date du 15 novembre 2005, pour permettre la libre circulation de la population civile palestinienne à l'intérieur de la bande de Gaza ainsi qu'à destination et en provenance de celle-ci, en tenant compte des préoccupations des Israéliens,

Soulignant qu'il est nécessaire aussi pour toutes les parties, conformément aux dispositions pertinentes du droit international humanitaire, de coopérer pleinement avec les organismes des Nations Unies et les autres institutions et organisations humanitaires et de garantir la sécurité et la liberté de circulation du personnel humanitaire et l'approvisionnement en fournitures et en matériel, afin que le personnel humanitaire puisse s'acquitter efficacement de sa mission d'aide auprès des populations civiles touchées, y compris des réfugiés et des déplacés,

Profondément préoccupé par la politique israélienne de bouclages et par la mise en place de restrictions sévères, de postes de contrôle, dont plusieurs sont pratiquement devenus des postes frontière permanents, d'autres obstacles matériels et d'un régime de permis, qui sont appliqués d'une manière discriminatoire et touchent uniquement la population palestinienne, et qui sont autant d'entraves à la liberté de circulation des

personnes et des biens, notamment des articles médicaux et humanitaires, dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et portent atteinte à la continuité du Territoire, violant ainsi les droits de l'homme du peuple palestinien et ayant des effets défavorables sur sa situation socioéconomique et humanitaire, qui demeure désastreuse à Gaza, et sur les efforts de relèvement et de développement de l'économie palestinienne,

Convaincu que l'occupation israélienne a gravement contrarié les efforts déployés pour parvenir à un développement durable et créer un environnement économique sain dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et gravement préoccupé par la détérioration des conditions économiques et des conditions de vie qui en découle,

Déplorant toutes les politiques et pratiques en vertu desquelles les colons israéliens, qui résident illégalement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, reçoivent un traitement de faveur par rapport à la population palestinienne en ce qui concerne l'accès aux routes, aux infrastructures, à la terre, aux biens, à la propriété, au logement, aux ressources naturelles et aux mécanismes judiciaires, ce qui entraîne des violations massives des droits de l'homme des Palestiniens,

Soulignant que la destruction de biens et le déplacement forcé de communautés palestiniennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, constituent, dans toutes les circonstances sauf les cas très limités spécifiés par le droit international, des violations de toutes les interdictions relatives à la destruction des biens et au transfert forcé énoncées respectivement aux articles 53 et 49 de la quatrième Convention de Genève,

Profondément préoccupé par les informations indiquant que l'assistance humanitaire est entravée et détruite par Israël, ce qui contribue à créer un environnement coercitif qui peut aboutir au transfert forcé de civils dans le Territoire palestinien occupé,

Se déclarant profondément préoccupé par le maintien en détention, dans des prisons ou des centres de détention israéliens, de milliers de Palestiniens, y compris un grand nombre de femmes et d'enfants et des membres élus du Conseil législatif palestinien, soumis à des conditions très dures qui nuisent à leur bien-être et se caractérisent notamment par le manque d'hygiène, la mise à l'isolement, l'absence de soins médicaux appropriés, l'interdiction des visites des membres de la famille et le non-respect des garanties d'une procédure régulière, et profondément préoccupé également par le harcèlement et les mauvais traitements dont peut faire l'objet tout prisonnier palestinien et par toutes les informations faisant état d'actes de torture,

Se déclarant profondément préoccupé également par les grèves de la faim entamées récemment par de nombreux prisonniers palestiniens pour protester contre les conditions difficiles dans lesquelles ils sont emprisonnés et détenus par la Puissance occupante, tout en prenant note de l'accord conclu en mai 2012 sur les conditions de détention dans les prisons israéliennes et demandant qu'il soit pleinement et immédiatement appliqué,

Rappelant l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok), et demandant que ces règles soient respectées,

Rappelant également l'interdiction faite en droit international humanitaire d'expulser des civils des territoires occupés,

Déplorant la pratique consistant à refuser de restituer les dépouilles de personnes tuées et demandant que les dépouilles encore retenues soient rendues aux familles concernées, conformément au droit international humanitaire et aux droits de l'homme,

Se déclarant préoccupé par les conséquences possibles de la promulgation par Israël, Puissance occupante, d'ordonnances militaires concernant la détention et l'emprisonnement de civils palestiniens et leur expulsion du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et rappelant à cet égard l'interdiction faite en droit international humanitaire d'expulser des civils des territoires occupés,

Soulignant la nécessité de protéger les défenseurs des droits de l'homme qui s'attachent à promouvoir les droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, afin de leur permettre de mener leurs activités librement et sans crainte d'agression, de harcèlement, de détention arbitraire ou de poursuites pénales,

Convaincu de la nécessité d'une présence internationale chargée de suivre la situation, de contribuer à mettre un terme à la violence et à protéger la population civile palestinienne et d'aider les parties à appliquer les accords conclus, et rappelant à ce sujet la contribution positive de la Présence internationale temporaire à Hébron,

Reconnaissant les efforts continus et les progrès tangibles réalisés par les Palestiniens dans le domaine de la sécurité, prenant note de la poursuite de la coopération, qui profite aussi bien aux Palestiniens qu'aux Israéliens, en particulier en promouvant la sécurité et en renforçant la confiance, et espérant que ces progrès s'étendront à tous les grands centres de population,

Insistant sur le droit qu'ont toutes les personnes vivant dans la région de jouir des droits de l'homme que consacrent les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

1. *Souligne* qu'il est nécessaire qu'Israël, Puissance occupante, se retire des territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, de façon à permettre au peuple palestinien d'exercer son droit universellement reconnu à l'autodétermination ;

2. *Réaffirme* que toutes les mesures et décisions prises par Israël, Puissance occupante, dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en violation des dispositions applicables de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, et au mépris des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sont illégales et n'ont aucune validité ;

3. *Exige* qu'Israël, Puissance occupante, se conforme entièrement à toutes les dispositions de la quatrième Convention de Genève de 1949 et mette fin immédiatement à toutes les mesures et décisions prises en violation et au mépris des dispositions de la Convention ;

4. *Demande* que des mesures urgentes soient prises pour garantir la sécurité et la protection de la population civile palestinienne dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, conformément aux dispositions pertinentes du droit international humanitaire et comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans sa résolution 904 (1994) du 18 mars 1994 ;

5. *Exige* qu'Israël, Puissance occupante, mette un terme à toutes les pratiques et à tous les actes qui violent les droits de l'homme du peuple palestinien, et qu'il respecte scrupuleusement le droit des droits de l'homme et s'acquitte de ses obligations juridiques à cet égard, notamment en se conformant aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies ;

6. *Réaffirme* qu'il est nécessaire de respecter l'unité, la continuité et l'intégrité de l'ensemble du Territoire palestinien occupé et de garantir la liberté de circulation des personnes et des biens à l'intérieur du territoire palestinien, notamment la liberté d'entrer à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza et d'en sortir, de se rendre de Cisjordanie à la bande de Gaza et vice-versa, ainsi que de circuler entre le territoire et le monde extérieur ;

7. *Réaffirme aussi* qu'il incombe à Israël, Puissance occupante, de respecter le droit à la santé de toutes les personnes se trouvant sur le Territoire palestinien occupé et de faciliter le passage immédiat, sans interruption et sans entrave de l'aide humanitaire, y compris l'accès des membres du personnel médical, de leur équipement, moyens de transport et approvisionnements, à toutes les zones occupées, y compris la bande de Gaza, et insiste sur la nécessité de laisser passer les ambulances sans encombre aux postes de contrôle, en particulier dans les périodes de conflit ;

8. *Exige* qu'Israël, Puissance occupante, mette immédiatement un terme aux bouclages prolongés et aux restrictions imposées à l'activité économique et à la liberté de circulation, y compris celles s'apparentant à un blocus de la bande de Gaza, qui restreignent considérablement la liberté de circulation des Palestiniens à l'intérieur de Gaza, de même qu'à destination et en provenance de Gaza, ainsi que leur accès aux services de base, au

logement, à l'éducation, au travail, aux soins de santé et à un niveau de vie suffisant en recourant à diverses mesures, dont les restrictions à l'importation et à l'exportation, qui ont un effet direct sur les moyens de subsistance, la viabilité économique et le développement dans l'ensemble de Gaza, en aggravant l'état de développement dans Gaza, et, à cet égard, demande à Israël d'appliquer sans réserve l'Accord réglant les déplacements et le passage et les Principes convenus concernant le passage de Rafah, afin de permettre la circulation régulière et sans interruption des personnes et des biens et d'accélérer le processus de reconstruction de la bande de Gaza qui a pris beaucoup de retard ;

9. *Exprime* sa grave préoccupation devant la confiscation et la dégradation de filets de pêche par Israël dans la bande de Gaza, pratique qui n'a aucune justification manifeste sur le plan de la sécurité ;

10. *Condamne* tous les actes de violence, y compris tous les actes de terreur, et toutes les provocations, incitations et destructions, spécialement l'usage excessif de la force contre les civils palestiniens par les forces d'occupation israéliennes, en particulier dans la bande de Gaza, où les bombardements de zones peuplées ont fait un très grand nombre de morts et de blessés, y compris parmi les milliers de femmes et d'enfants, ont massivement endommagé et détruit des habitations, des biens économiques, industriels et agricoles, des infrastructures vitales, dont les réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité, des sites religieux et des édifices publics, notamment des hôpitaux, des écoles et des locaux de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des terres agricoles, et ont entraîné des déplacements massifs de civils, et condamne aussi l'usage excessif de la force contre les civils palestiniens par les forces d'occupation israéliennes dans le contexte des manifestations pacifiques qui se sont déroulées en Cisjordanie ;

11. *Condamne également* les tirs de roquettes contre des zones civiles israéliennes, qui font des morts et des blessés ;

12. *Demande* à Israël de faire cesser toutes les violations du droit des Palestiniens à l'éducation, notamment celles découlant des restrictions à la liberté de circulation et des actes de harcèlement et d'agression commis par des colons israéliens contre des écoliers et des établissements scolaires ainsi que celles résultant de l'action des militaires israéliens ;

13. *Demande également* à Israël de cesser tout harcèlement, toute menace, toute intimidation et toutes représailles contre les défenseurs des droits de l'homme et les acteurs de la société civile qui militent pacifiquement pour les droits des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris en coopérant avec les organes des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, et insiste sur la nécessité d'enquêter sur tous les actes de cette nature, de veiller à ce que les auteurs aient à en rendre compte et à ce que des recours utiles soient offerts aux victimes, et de prendre des mesures pour prévenir de nouvelles menaces, attaques, représailles ou intimidations ;

14. *Se déclare profondément préoccupé* par la situation des prisonniers et des détenus palestiniens, y compris des mineurs, dans les prisons et les centres de détention israéliens, exige qu'Israël, Puissance occupante, respecte et honore pleinement les obligations qui lui incombent en vertu du droit international à l'égard de tous les prisonniers et détenus palestiniens placés sous sa garde, constate en outre avec inquiétude que l'internement administratif continue d'être largement utilisé, demande l'application intégrale de l'accord conclu en mai 2012 prévoyant l'ouverture sans délai d'une enquête indépendante sur tous les cas de décès en détention et demande également à Israël de libérer immédiatement tous les Palestiniens, y compris les législateurs palestiniens, détenus en violation du droit international ;

15. *Demande* qu'une attention urgente soit accordée au sort et aux droits des Palestiniens emprisonnés et détenus dans les prisons israéliennes, y compris les grévistes de la faim, au regard du droit international, et demande que l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) soient respectés ;

16. *Demande* à Israël d'interdire expressément la torture, y compris la torture psychologique, et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

17. *Exige* qu'Israël mette un terme à sa politique de transfert de prisonniers du Territoire palestinien occupé dans le territoire israélien, et respecte pleinement les obligations lui incombant en vertu de l'article 76 de la quatrième Convention de Genève ;

18. *Exhorte* Israël à faire en sorte que toute arrestation, toute détention et tout procès d'enfants palestiniens se déroule en conformité avec la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment en s'abstenant de déférer les intéressés devant des tribunaux militaires qui, par définition, ne peuvent offrir les garanties nécessaires pour que les droits de ces enfants soient respectés et qui portent atteinte à leur droit à la non-discrimination ;

19. *Déplore* la reprise par Israël de sa politique de démolition punitive d'habitations et la poursuite de sa politique de révocation, en application de plusieurs lois discriminatoires, des permis de séjour de Palestiniens vivant à Jérusalem-Est, ainsi que la démolition d'habitations et l'expulsion forcée de familles palestiniennes, en violation du droit fondamental à un logement adéquat et en violation du droit international humanitaire ;

20. *Se déclare préoccupé* par la loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël adoptée par la Knesset, qui suspend, à de rares exceptions près, la possibilité de regroupement familial entre un citoyen israélien et une personne résidant dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et est donc préjudiciable à la vie de nombreuses familles ;

21. *Exige* qu'Israël, Puissance occupante, mette fin à toutes ses activités de colonisation, à la construction du mur et à toute autre mesure visant à modifier le caractère, le statut et la composition démographique du Territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est, qui toutes ont, notamment, des conséquences graves et préjudiciables pour les droits de l'homme du peuple palestinien et pour les perspectives d'un règlement pacifique ;

22. *Exige également* qu'Israël, Puissance occupante, respecte les obligations juridiques que lui impose le droit international, comme il est indiqué dans l'avis consultatif rendu le 9 juillet 2004 par la Cour internationale de Justice et comme l'a exigé l'Assemblée générale dans ses résolutions ES-10/15 et ES-10/13, en date respectivement du 20 juillet 2004 et du 21 octobre 2003, et qu'il arrête immédiatement la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est, démantèle dès maintenant l'ouvrage situé dans ce territoire, abroge ou prive d'effet l'ensemble des actes législatifs et réglementaires qui s'y rapportent et répare tous les dommages causés par la construction du mur, qui a eu des conséquences graves pour les droits de l'homme et les conditions de vie socioéconomiques du peuple palestinien ;

23. *Demande* à Israël d'arrêter immédiatement toute démolition ou tout projet de démolition qui entraînerait le transfert ou l'expulsion de force de Palestiniens, en particulier dans les zones vulnérables de la vallée du Jourdain, de la périphérie de Jérusalem et du sud des monts d'Hébron, de faciliter le retour dans leurs habitations d'origine des communautés palestiniennes qui ont déjà fait l'objet d'un transfert ou d'une expulsion de force, et de garantir un logement adéquat ainsi que la sécurité des droits fonciers ;

24. *Exhorte* Israël à veiller à ce que la répartition des ressources en eau dans le Territoire palestinien occupé ne soit pas discriminatoire et n'entraîne pas de pénuries d'eau frappant disproportionnellement la population palestinienne de Cisjordanie, ainsi qu'à prendre d'urgence des mesures pour faciliter la remise en état des infrastructures d'eau de Cisjordanie, notamment dans la vallée du Jourdain, où, depuis 1967, les opérations des militaires et des colons ont entraîné la destruction de puits des populations civiles locales, de citernes placées sur les toits et d'autres installations d'eau et d'irrigation ;

25. *Déplore* les actions israéliennes illégales dans Jérusalem-Est occupée, notamment les démolitions d'habitations, les expulsions de résidents palestiniens, les travaux d'excavation menés sur des sites religieux et historiques et à proximité, et toutes les autres mesures unilatérales visant à modifier le caractère, le statut et la composition démographique de la ville et du territoire tout entier ;

26. *Se déclare profondément préoccupé par :*

a) Les restrictions imposées par Israël qui empêchent les fidèles chrétiens et musulmans d'accéder aux lieux saints dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et demande à Israël de donner des garanties de non-discrimination au motif de la religion ou de la croyance ainsi que pour la préservation de tous les sites religieux et l'accès pacifique à ces sites ;

b) Les tensions croissantes dans Jérusalem-Est occupée et la région alentour, dont celles résultant de tentatives visant à modifier illégalement le statu quo de lieux saints ;

27. *Exhorte* les États Membres à continuer de fournir une aide d'urgence au peuple palestinien pour atténuer la crise financière et améliorer la situation socioéconomique et humanitaire désastreuse, en particulier dans la bande de Gaza ;

28. *Insiste* sur la nécessité de préserver et de développer les institutions et les infrastructures palestiniennes afin d'assurer les services publics essentiels à la population civile palestinienne et de promouvoir l'exercice des droits de l'homme, notamment civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ;

29. *Exhorte* tous les États et les institutions spécialisées et organismes du système des Nations Unies à continuer d'apporter soutien et aide au peuple palestinien en vue de la réalisation rapide de ses droits inaliénables, dont le droit à l'autodétermination, ce en urgence eu égard à l'approche du début la cinquantième année de l'occupation israélienne et à la persistance du déni et des violations des droits de l'homme du peuple palestinien ;

30. *Déplore* qu'Israël persiste dans son refus de coopérer avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les autres mécanismes des Nations Unies, et insiste sur la nécessité pour Israël de respecter toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de coopérer avec le Conseil des droits de l'homme, toutes les procédures spéciales et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ;

31. *Prie* le Haut-Commissaire de lui faire rapport sur l'application de la présente résolution, en mettant un accent particulier sur les facteurs perpétuant la détention arbitraire de prisonniers et de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes, à sa trente-septième session, en consultation avec le Groupe de travail sur la détention arbitraire ;

32. *Décide* de rester saisi de la question.
